

Communiqué de presse
Paris, le 20 mai 2026

Aux quatre-vingt deuxième jours du début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le service de la diplomatie publique de l'ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les points suivants :

Aperçu général des événements des derniers jours

Au quatre-vingts deuxième jour du début de la troisième guerre imposée par les États-Unis et le régime sioniste contre l'Iran une scène s'est dessinée où s'imbriquent affrontement militaire, guerre psychologique, bataille juridique et compétition autour de l'ordre futur du golfe Persique. Dans ce contexte, l'Iran affirme qu'il ne défend pas seulement son territoire, mais aussi le principe de souveraineté nationale, l'indépendance politique et le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes. La longue expérience des ingérences étrangères – du coup d'État de 1953 contre le gouvernement du Dr Mossadegh à des décennies de sanctions et de menaces – est aujourd'hui rappelée dans la mémoire collective et le discours politique, comme la preuve de la continuité d'une ligne historique de confrontation ; une ligne que, selon les responsables iraniens, seule la résistance et la défense des droits souverains permettent de dépasser, et non les concessions ou le recul unilatéral.

Dans ce cadre, les plus hauts responsables du pays insistent sur le fait que l'Iran, tout en restant prêt au dialogue, n'empruntera aucune voie susceptible d'affaiblir la dignité nationale ou de porter atteinte aux droits légitimes du peuple. Les déclarations du président de la République, affirmant que servir le peuple jusqu'au sacrifice ultime constitue un devoir et que « le dialogue ne signifie pas la capitulation », ainsi que les mises en garde du président du Parlement contre le risque pour les États-Unis de « s'enliser une nouvelle fois dans une guerre impossible à gagner » et d'en faire supporter le coût aux classes défavorisées américaines, dessinent une double image: d'une part, la défense de la légitimité des positions iraniennes ; d'autre part, la mise en lumière des fractures sociales et politiques au sein du camp adverse. Dans le même esprit, le ministère des Affaires étrangères, en rappelant la destruction d'un F-35 et de dizaines d'aéronefs américains, souligne que tout retour de l'ennemi sur le champ de bataille lui réserverait davantage encore de « surprises », et insiste sur le fait que la diplomatie et les forces armées ne constituent pas deux institutions distinctes, mais les composantes d'un même ensemble poursuivant un objectif commun.

Sur le plan sécuritaire et opérationnel, le discours officiel met l'accent sur l'état de préparation permanent des forces armées et leur capacité de riposte immédiate. Le commandement central Khatam al-Anbiya, la marine des Gardiens de la Révolution, les forces de police et les gardes-frontières évoquent tous leur disponibilité à répondre de manière rapide, ferme et étendue à toute nouvelle agression. Dans ce contexte, l'Iran présente la gestion du trafic maritime dans le détroit d'Hormuz, sous autorisation et coordination de la marine des Gardiens de la Révolution, ainsi que l'annonce officielle du passage de dizaines de pétroliers et de navires commerciaux au cours des dernières vingt-quatre heures, comme un exemple concret d'exercice de souveraineté et de garantie de la sécurité maritime. Ce message s'adresse simultanément à deux publics : les pays de la région, invités à coopérer pour assurer une sécurité collective, et les puissances extrarégionales, dont la présence dans le golfe Persique est présentée comme la principale source d'insécurité, d'escalade des tensions et d'augmentation des coûts d'assurance et de transport.

Sur le plan humanitaire et juridique, du point de vue iranien, la frappe de missile contre une école primaire à Minab, qui a causé la mort de dizaines d'élèves et d'enseignants, constitue un crime de guerre manifeste. L'affirmation selon laquelle l'école se trouvait à proximité d'un centre de

missiles est qualifiée de « falsification honteuse » visant à dissimuler la véritable nature de cette attaque. Les chiffres avancés par le ministère de la Santé – faisant état de centaines d'enfants martyrs, de dizaines de milliers de civils blessés, de dizaines d'hôpitaux et de centres médicaux endommagés ainsi que de membres du personnel soignant tués – donnent une image claire de l'ampleur des pertes humaines. Parallèlement, les informations relatives à la destruction ou à l'endommagement de dizaines de sites historiques majeurs, notamment des ensembles inscrits au patrimoine mondial à Ispahan, ainsi qu'aux incendies dans des zones protégées telles que Sefidkouh, montrent que cette guerre a également visé le patrimoine culturel et l'environnement du pays ; un ensemble de crimes dont l'Iran estime nécessaire la poursuite judiciaire devant les instances internationales et la reconnaissance comme violation flagrante du droit international humanitaire, démarches déjà engagées en pratique.

Face à cette violence et à ces destructions, les manifestations de solidarité intérieure et extérieure – notamment l'aide volontaire d'une bienfaitrice chinoise pour la reconstruction de l'école de Minab, l'envoi de multiples convois humanitaires par des pays amis, ainsi que la présence constante de la population sur le terrain, que ce soit à travers des rassemblements ou des engagements professionnels et corporatifs, comme la mobilisation volontaire d'infirmiers et d'artistes – illustrent la résilience sociale et le capital symbolique de la résistance. Ces éléments, associés au fait que les désertions au sein du personnel médical sont restées limitées et à la mise en place de mécanismes de soutien aux catégories vulnérables, indiquent que malgré les pressions de la guerre, la société ne s'est pas effondrée et que les réseaux de solidarité demeurent actifs.

Au niveau international et médiatique, plusieurs analyses et rapports étrangers jugent irréaliste l'exigence de « zéro enrichissement » et insistent sur la nécessité d'accepter un niveau limité et contrôlé d'enrichissement en Iran ; ils mettent également en garde contre la vulnérabilité des câbles Internet sous-marins dans le golfe Persique et le détroit d'Hormuz ainsi que contre les conséquences de leur interruption pour l'économie numérique mondiale. Ces analyses soulignent par ailleurs l'absence d'option militaire décisive pour mettre fin au conflit et les coûts considérables qu'une intensification des opérations ferait peser sur les États-Unis. Dans le même temps, les rapports faisant état de pressions de l'OTAN sur les industries de défense européennes et d'une hausse sans précédent des dépenses militaires, ainsi que les estimations évoquant des dizaines de milliards de dollars de coût de guerre pour les États-Unis et les difficultés reconnues pour justifier ces dépenses auprès de l'opinion publique, dressent le tableau des conséquences et du prix élevé de la politique actuelle de l'administration Trump pour les pays occidentaux.

Enfin, la crise du détroit d'Hormuz et des marchés de l'énergie demeure l'une des principales lignes de tension. La hausse des prix du Brent et du WTI à des niveaux à trois chiffres, l'envolée des indices gaziers en Europe, la baisse sensible des exportations d'énergie et de matières premières transitant par Hormuz ainsi que l'augmentation des coûts de transport et d'assurance témoignent de l'entrée du marché mondial dans une période de « pétrole cher et fortement volatil ». Cette situation économique, conjuguée au rôle de l'Iran dans la gestion du trafic et de la sécurité de ce passage stratégique, montre que la solution durable à la stabilité énergétique mondiale ne réside pas dans le renforcement de la présence militaire étrangère, mais dans la reconnaissance du rôle des pays qui assurent réellement la sécurité de ces voies de passage.

Dans son ensemble, la guerre actuelle apparaît comme la phase de sédimentation d'un nouvel ordre dans le golfe Persique et au-delà ; un ordre dans lequel la combinaison de la résistance intérieure, d'une diplomatie active, de l'utilisation de leviers géopolitiques tels que le détroit d'Hormuz et de l'approfondissement des relations avec les pays amis constitue la voie principale de défense des droits et des intérêts nationaux. Dans cette perspective, la préservation de la dignité et de la souveraineté nationales n'est pas un slogan décoratif, mais le critère fondamental à l'aune duquel sont évaluées toutes les décisions et initiatives politiques et militaires de l'Iran.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Dr. Masoud Pezeshkian, président de la République islamique d'Iran

Le dialogue ne signifie pas la soumission. La République islamique d'Iran entre dans les négociations avec dignité, autorité et dans le respect des droits du peuple, et ne reculera en aucun cas sur les droits légitimes du peuple et du pays. Nous servons le peuple et défendons les intérêts ainsi que la dignité de l'Iran avec raison et de toutes nos forces, jusqu'au sacrifice de nos vies



Mohammad-Bagher Ghalibaf, président du Parlement

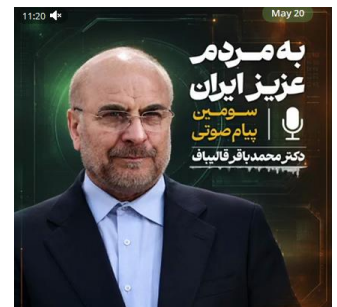
« Nous avons le sentiment d'être piégés dans deux guerres sans fin et impossibles à gagner, et une part disproportionnée des soldats provenait de notre propre quartier (le quartier des pauvres). »(Chapitre 11 des mémoires de J. D. Vance)

Cette situation — celle d'une Amérique piégée dans une guerre qu'elle ne peut pas gagner — est de nouveau en train de se répéter. Cette fois, ce sont les pauvres et les oubliés américains qui devront payer le prix de la politique belliciste des oligarques proches de la Maison Blanche, de personnages malveillants tels que Jamie Dimon et du lobby des marchands de guerre à Washington.



Mohammad-Bagher Ghalibaf, (dans un message adressé au peuple iranien)

- Les mouvements apparents et dissimulés de l'ennemi montrent qu'il cherche à déclencher une nouvelle phase de guerre.
- Le peuple doit être assuré que nos forces armées ont utilisé au mieux la période de cessez-le-feu pour reconstituer leurs capacités.
- Nous ferons regretter à l'ennemi toute nouvelle agression contre l'Iran.



Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères

Des mois après le début de la guerre contre l'Iran, le Congrès américain a reconnu la destruction de dizaines d'appareils d'une valeur de plusieurs milliards de dollars.

Il est désormais officiellement confirmé que nos puissantes forces armées ont été les premières au monde à abattre le célèbre et sophistiqué avion de F-35.

Avec les enseignements que nous avons tirés et les connaissances que nous avons acquises, soyez assurés qu'un retour sur le champ de bataille s'accompagnera de bien davantage de surprises.



Seyed Abbas Araghchi, (Lors de la cérémonie de commémoration des ministres des Affaires étrangères martyrs de l'Iran, dr Amir-Abdollahian et dr Kharazi)

Le ministère des Affaires étrangères assure une coordination permanente avec les commandants militaires. L'appareil diplomatique exécute les missions nationales avec fermeté. Les diplomates du pays, si leur rôle venait à changer, se tiendraient avec la même détermination derrière les lanceurs de défense, et les forces militaires, si les circonstances l'exigeaient, prendraient place avec la même autorité à la table des négociations ; car toutes les institutions poursuivent un objectif commun dans une même direction.

Les forces armées demeurent toujours les héros du pays ; certains sacrifient leur vie sur le chemin de la réalisation des idéaux du système, tandis que d'autres renoncent à leur nom et à leur réputation.

L'expérience des combats et des évolutions des derniers mois a clairement montré comment l'appareil diplomatique avance, étape par étape et épaulé contre épaulé avec les forces armées, au service des intérêts nationaux, en complément de leur action.

Une communication et une coordination permanentes et quotidiennes entre le ministère des Affaires étrangères et les commandants des forces armées existent à différents niveaux, et cet ensemble agira avec fermeté dans l'accomplissement de ses missions et dans l'adoption des mesures nécessaires pour garantir les intérêts du pays, sans prêter attention aux polémiques.



Esmail Baqaei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères

L'affirmation du Commandement central américain (CENTCOM) selon laquelle l'école primaire Shajareh Tayyebeh de Minab se trouvait dans le périmètre d'un centre de missiles est totalement infondée et constitue un mensonge effroyable.

Cette déformation honteuse est une tentative manifeste de dissimuler la véritable nature des frappes de missiles du 28 février, qui ont provoqué le massacre de plus de 170 élèves et de leurs enseignants.

Le fait de prendre pour cible un établissement scolaire en activité pendant les heures de cours constitue une violation flagrante du droit international humanitaire et un crime de guerre manifeste. Le caractère civil de ce lieu ne peut être dissimulé par des manipulations techniques. Les commandants militaires et les responsables américains ayant ordonné et exécuté cette attaque catastrophique doivent être pleinement tenus responsables et jugés conformément au droit international.



Esmail Baqaei

Le 29 Ordibehesht (19 mai) marque l'anniversaire de naissance du Dr Mohammad Mossadegh, illustre Premier ministre iranien dont le gouvernement fut renversé lors d'un coup d'État violent, conçu et soutenu par les États-Unis et le Royaume-Uni, pour avoir défendu avec fermeté les intérêts nationaux de l'Iran, résisté avec détermination à la domination étrangère et refusé le pillage des richesses nationales.

Les responsables américains évoquent à plusieurs reprises « 47 années » de confrontation avec l'Iran. Ce récit constitue une falsification délibérée de l'Histoire. L'hostilité des États-Unis envers le peuple iranien n'a pas commencé en 1979, mais en 1953. Depuis plus de 73 ans, le peuple iranien fait face à une longue liste d'interventions, de sanctions, de menaces et d'agressions militaires américaines.

La relecture de l'héritage du Dr Mossadegh et du coup d'État anglo-américain de 1953 rappelle une leçon claire et permanente : le seul moyen sûr de préserver la dignité nationale, la souveraineté, les intérêts nationaux et le développement durable consiste à défendre fermement les droits souverains et l'indépendance politique du pays.



Kazem Gharibabadi, vice-ministre des Affaires juridiques et internationales du ministère des Affaires étrangères,

Les États-Unis disent avoir « temporairement » suspendu leurs attaques contre l'Iran afin de donner une chance aux négociations ; mais, dans le même temps, ils évoquent leur capacité à lancer une attaque massive à tout moment. Cela revient à présenter la menace comme une opportunité de paix !

L'Iran, uni et résolu, est prêt à faire face à toute agression militaire. Pour nous, la reddition n'a aucun sens ; soit nous vainquons, soit nous devenons martyrs. Comme l'a déclaré le martyr Rajab Beigi : « Nous sommes une grande nation ; inscrivez notre nom dans l'Histoire. Parmi toutes les couleurs, nous avons choisi le rouge, et parmi toutes les morts, nous avons choisi le martyr. »



La Mission de la République islamique d'Iran auprès des Nations unies

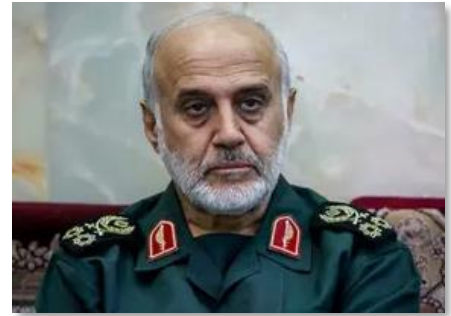
Les États-Unis abusent du Conseil de sécurité des Nations unies afin de diffuser des mensonges et de fausses accusations contre la République islamique d'Iran et son programme nucléaire.



2. Crise dans le détroit d'Ormuz et dans la région

Général de corps d'armée Ali Abdollahi commandant du Quartier général central Khatam al-Anbia

Ils doivent savoir que l'Iran islamique et ses forces armées sont aujourd'hui plus préparés et plus puissants qu'auparavant, prêts à agir, et que toute nouvelle agression ou attaque de la part des ennemis contre cette terre et ce peuple fier recevra une réponse rapide, décisive, puissante et de grande ampleur. Les ennemis américano-sionistes ont à plusieurs reprises mis à l'épreuve le courage du peuple iranien et la puissance de ses forces armées. Avec la détermination et la volonté divines, nous avons démontré que nous faisons la preuve de notre puissance et de nos capacités sur le terrain face à nos ennemis. Si ceux-ci commettent une nouvelle erreur, nous y répondrons avec une force et des capacités bien supérieures à celles déployées lors de la guerre imposée du Ramadan. Nous défendrons de toutes nos forces les droits du peuple iranien et couperons la main de tout agresseur.



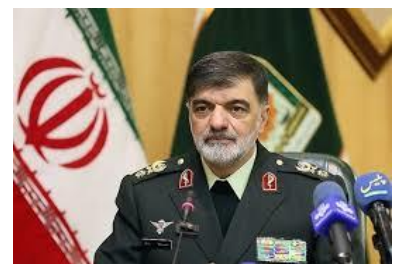
Commandant des forces navales du corps des Gardiens de la Révolution (CGRI)

Au cours des dernières vingt-quatre heures, 26 navires (comportant des pétroliers, des porte-conteneurs et d'autres bâtiments commerciaux) ont traversé le détroit d'Hormuz avec la coordination et sous la protection de la marine des Gardiens de la Révolution. Le transit dans le détroit d'Hormuz s'effectue actuellement après obtention d'une autorisation et en coordination avec la marine des Gardiens de la Révolution.



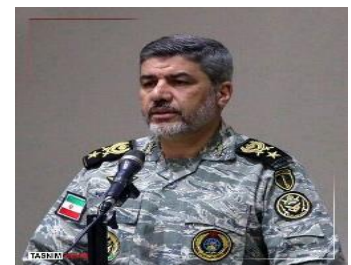
Commandant en chef des forces de l'ordre iraniennes

Les gardes-frontières, déployés dans des postes individuels le long des frontières, sont prêts, doigt sur la gâchette, à répondre à toute agression, et nous pouvons affirmer que nos frontières sont en totale sécurité.



Le porte-parole de l'armée de la République islamique d'Iran

La présence du peuple lors des rassemblements nocturnes constitue l'un des principaux facteurs de renforcement du moral et de la motivation des forces armées de la République islamique d'Iran. La seule voie pour l'ennemi consiste à respecter le peuple iranien et à reconnaître les droits légitimes de la République islamique d'Iran.



3. Actions provocatrices

Le président des États-Unis, après l'annonce de la suspension de l'attaque contre l'Iran

Je n'ai pas le temps d'expliquer la situation au peuple, car je suis occupé à sa mise en œuvre ; mais lorsqu'ils comprendront que l'objectif est d'empêcher la destruction rapide de Los Angeles et des grandes villes par une arme nucléaire, ils soutiendront cette décision. Dans tous les cas, que cela soit populaire ou non, je dois le faire ; car je ne permettrai pas que le monde soit détruit durant mon mandat.



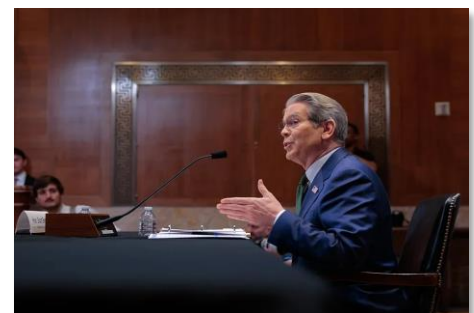
Conférence de presse du vice-président américain à la Maison Blanche, le 19 mai 2026

- Nous pensons que les Iraniens souhaitent parvenir à un accord, mais nous soulignons que nous disposons toujours d'un plan alternatif (plan B).
- Nous pouvons reprendre les opérations militaires.
- Nous avons effectivement affaibli les capacités militaires conventionnelles de l'Iran.
- Nous pouvons reprendre les opérations militaires, mais ce n'est pas ce que souhaite le président des États-Unis.
- Nous pensons que les Iraniens veulent parvenir à un accord.
- Le président nous a demandé de négocier de bonne foi, et c'est exactement ce que nous avons fait.
- Si tous les pays du monde se lancent dans une course à l'arme nucléaire, notre sécurité s'en trouvera réduite.
- L'Iran est un pays très complexe et nous constatons des positions fermes de la part de son équipe de négociation.
- L'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran constituerait la première étincelle susceptible d'enflammer une course mondiale aux armements nucléaires.
- Nous avons des inquiétudes concernant une éventuelle utilisation par l'Iran de l'arme nucléaire ou son utilisation comme instrument de pression.
- Les Iraniens savent que l'arme nucléaire constitue pour nous une ligne rouge.



Secrétaire américain au Trésor

Les pays européens doivent renforcer les sanctions contre l'Iran en ciblant les bailleurs de fonds, en fermant les succursales bancaires et en exposant les sociétés écrans. Les pays du Moyen-Orient et d'Asie doivent également démanteler le système bancaire parallèle iranien. Les États-Unis compliqueront davantage les mécanismes de contournement des sanctions par l'Iran. Le département du Trésor américain procède actuellement à un réexamen des listes de sanctions afin de mieux cibler les dispositifs sophistiqués d'évasion financière, tout en supprimant les anciennes mesures susceptibles de produire des effets indésirables.



Le département du Trésor américain

Les États-Unis ont imposé des sanctions contre 12 individus, 29 entités et 19 navires liés à l'Iran.



4. Pertes humaines et dégâts matériels

Le ministre de la Santé à l'Assemblée mondiale de la santé

Aujourd'hui, je m'exprime au nom d'un pays qui a subi une attaque injustifiée dirigée non seulement contre des forces militaires, mais aussi contre des civils, des enfants et des infrastructures de santé, au point qu'au cours d'un crime, 168 élèves et enseignants ont été tués dans leurs salles de classe et derrière leurs pupitres. Bombarder un hôpital ou une école n'est pas une « erreur de calcul », ce sont des crimes de guerre !

376 enfants de moins de 18 ans ont été tués et plus de 33 000 civils blessés ; cela constitue une preuve évidente d'attaques indiscriminées contre des cibles civiles. 63 hôpitaux et 195 centres liés aux infrastructures de santé ont été endommagés lors des attaques ennemies, et 27 membres du personnel médical ont également été tués.



Le ministre du Patrimoine culturel, de l'Artisanat et du Tourisme

149 sites historiques de grande valeur dans le pays ont été endommagés lors des attaques du régime américano-sioniste. Les responsables et experts du patrimoine de l'UNESCO ont annoncé qu'ils se rendraient à Ispahan dans les plus brefs délais afin d'évaluer l'ampleur des destructions des monuments historiques causées par la troisième guerre imposée. Les auteurs de ces destructions n'ont eux-mêmes pas d'histoire, et toutes ces destructions résultant de la troisième guerre imposée sont l'expression de la haine des ennemis.

Selon les responsables de la direction générale du patrimoine culturel de la province d'Ispahan, 28 monuments historiques de cette région ont subi des dommages, estimés à 500 millions de dollars, à la suite des bombardements et attaques de la coalition américano-sioniste.

L'ensemble mondial du palais-musée de Chehel Sotoun, l'ensemble mondial de Naqsh-e Jahan, la mosquée Jameh Abbassi et le palais Ali Qapou, la salle Ashraf, le manoir Rakibkhaneh, le manoir Jebekkhaneh, le manoir Tohidkhaneh, le manoir Pishev va Honar (Direction générale du patrimoine culturel de la province), la maison Amin ol-Tojjar, le palais Hasht Behesht, la maison Jabarzadeh, la maison Meshki, la maison Seyfour Ghassemi, le hammam Jarchi Bashi, le tekyeh Mirza Rafi'a Naeini, le mausolée de Baba Rokneddin, le tekyeh Madar Shahzadeh et le tekyeh Kazerouni à Takht-e Foulad, l'école historique Saadi ainsi que le palais Sardar A'zam (bâtiment du ministère des Affaires étrangères) figurent parmi les monuments historiques endommagés par les ondes de choc des bombardements de la ville d'Ispahan lors des attaques de la coalition américano-sioniste.



Le président de l'Organisation de l'ordre infirmier

La communauté infirmière a offert au pays 11 martyrs durant la guerre du Ramadan et 5 martyrs durant la guerre des 12 jours. Ces martyrs faisaient partie du personnel infirmier, y compris les

services d'urgence médicale et les infirmiers. Certains d'entre eux servaient dans les zones opérationnelles aux côtés des forces armées et y ont trouvé le martyre.

Depuis le début de la guerre, les personnels de santé, en particulier les infirmiers, se sont mobilisés de toutes leurs forces et ont assuré leurs services. Nous avons enregistré le plus faible taux de départs parmi les infirmiers pendant la guerre, un taux même inférieur à celui observé en période normale. À aucun moment nous n'avons été confrontés à une pénurie d'infirmiers, et de nombreux professionnels se sont même portés volontaires pour servir.



Le conseiller du directeur général du Fonds de soutien aux artistes et responsable du suivi des artistes affectés par la guerre du Ramadan,

Depuis le début du mois d'Ordibehesht jusqu'à présent, 270 demandes provenant de 22 provinces du pays ont été enregistrées par des artistes ayant subi des dommages lors de la guerre du Ramadan, via la messagerie du Fonds de soutien aux artistes à l'adresse app.honarcREDIT.ir. Dans ce cadre, une plateforme d'enregistrement des dommages a été mise en place au sein du Fonds de soutien aux artistes.

La province de Téhéran, avec 115 demandes, suivie d'Illam avec 40 et de Kermanshah avec 20, ont enregistré le plus grand nombre de demandes. Parmi celles-ci, 150 demandes ont jusqu'à présent été examinées et traitées.



Le directeur général de la protection de l'environnement du Lorestan,

Au cours de la guerre des 12 jours, la zone protégée de Sefidkouh à Khorramabad, considérée comme l'un des habitats les plus importants et les plus riches en biodiversité, a été touchée par de vastes incendies, et environ cinq mille hectares d'habitats de premier ordre pour des espèces telles que le bouquetin, le léopard et l'ours ont été endommagés.

Ces incendies, accompagnés du bruit des explosions et des impacts de missiles, ont provoqué peur, stress et déplacement de la faune vers des zones périphériques et pauvres en eau, alors même que de nombreuses espèces se trouvaient en période de reproduction. Malgré les dangers liés à la proximité de certains postes de garde avec des centres militaires, les gardes forestiers de la province ont poursuivi les opérations de protection et de lutte contre les incendies.

Outre les dommages directs causés à la nature et aux infrastructures environnementales, l'infiltration dans les ressources hydriques et les habitats de substances contenant du plomb, du soufre, ainsi que de polluants pétroliers et hydrocarburés résultant des explosions, a créé une menace sérieuse pour la santé et l'équilibre écologique de la région. Les autorités environnementales ont annoncé que l'évaluation précise des dégâts ainsi que le suivi juridique de cette affaire devant les instances internationales sont en cours.



5. Solidarité avec l'Iran

Le ministère de l'Éducation,

Une bienfaitrice chinoise nommée « Mandy Zhou » s'est portée volontaire pour contribuer à la reconstruction de l'école Shajareh Tayyebeh de Minab et a versé une somme de 5000 dollars pour participer à la construction de cette école à Minab.



Envoi de 10 camions d'aide humanitaire de Karbala vers l'Iran,

Après l'envoi de 38 camions d'aide humanitaire au cours des dernières semaines, un second convoi du sanctuaire de Hazrat Abbas (psl), comprenant 10 autres camions, a quitté Karbala à destination de l'Iran.

L'administration du sanctuaire de Hazrat Abbas (psl), en envoyant 137 tonnes de produits alimentaires, 18 tonnes d'équipements médicaux, 20 appareils de dialyse ainsi qu'un bulldozer, a franchi une nouvelle étape dans l'aide apportée aux victimes. Cette nouvelle cargaison sera remise au Croissant-Rouge iranien.



6. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, les mensonges et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Foreign Policy

Le magazine américain Foreign Policy, dans un article intitulé « Le mythe du zéro enrichissement », soutient que l'exigence d'un arrêt complet de l'enrichissement de l'uranium en Iran, que ce soit avant la guerre ou aujourd'hui, a toujours constitué un objectif irréaliste et inaccessible. Selon l'auteur, les récentes opérations militaires américaines contre les infrastructures nucléaires iraniennes, bien qu'elles aient causé certains dommages, n'ont pas modifié les calculs stratégiques de Téhéran ni affaibli la volonté de l'Iran de préserver un programme qu'il considère à la fois comme un atout stratégique et un symbole de souveraineté nationale.

L'article souligne que l'insistance sur le « zéro enrichissement » réduit non seulement les possibilités de parvenir à un accord, mais pourrait également pousser l'Iran à développer davantage ses capacités et produire, en pratique, l'effet inverse de celui recherché.

Selon Foreign Policy, tout cadre réaliste pour un futur accord devrait reposer sur l'acceptation d'un niveau limité et contrôlé d'enrichissement en Iran, accompagné de mécanismes de supervision robustes, d'une plus grande transparence et de garanties crédibles visant à empêcher toute évolution vers l'arme nucléaire, plutôt que sur le démantèlement complet des installations.

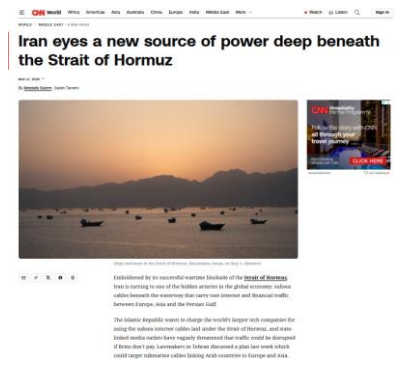


CNN

La chaîne d'information CNN, dans un reportage consacré aux câbles Internet sous-marins dans le golfe Persique et le détroit d'Hormuz, écrit que ces câbles assurent une part importante du trafic mondial d'Internet et des échanges de données, et que certains d'entre eux passent à proximité ou à l'intérieur des eaux iraniennes.

Le reportage évoque certaines propositions relayées dans plusieurs médias, notamment la possibilité de percevoir des redevances auprès des sociétés propriétaires ou exploitantes de ces câbles, ainsi que l'idée d'imposer aux grandes entreprises technologiques le respect des lois internes iraniennes. CNN s'appuie, pour exposer les dimensions techniques et juridiques de la question, sur les données de l'institut TeleGeography ainsi que sur les analyses de plusieurs experts concernant le rôle de ces câbles dans les communications régionales et mondiales.

Dans une autre partie du reportage, il est indiqué que toute perturbation de ces infrastructures pourrait provoquer une « catastrophe numérique en chaîne » à l'échelle mondiale, qui affecterait avant tout les pays arabes du Golfe.

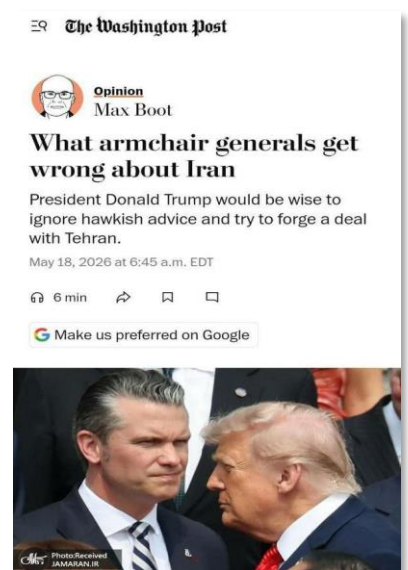


Washington Post

Le journal The Washington Post, dans une analyse consacrée à la guerre en cours entre les États-Unis et l'Iran, écrit que Donald Trump ne dispose pas d'une option militaire décisive permettant de mettre fin au conflit et que toute intensification des opérations pourrait entraîner des coûts humains, économiques et stratégiques considérables pour Washington ainsi que pour les pays de la région. Selon le quotidien, l'évaluation initiale de la Maison Blanche concernant la durée et l'ampleur de la guerre était excessivement optimiste, et les promesses d'un conflit de courte durée ne correspondent pas à la réalité du terrain.

L'auteur ajoute qu'à Washington, certaines figures radicales réclament une intensification des frappes afin de « terminer le travail », mais que cette approche sous-estime le risque de réaction iranienne ainsi que les conséquences à long terme du conflit.

L'analyse évoque également les efforts diplomatiques américains, notamment les consultations de Trump avec la Chine, et souligne que ces échanges n'ont jusqu'à présent conduit à aucune solution claire permettant de réduire les tensions et de sortir de l'impasse actuelle.



Le site « Iran War Cost Tracker »

Après 80 jours, le coût de la guerre contre l'Iran ainsi que du déploiement massif des équipements et des forces américaines dans la région est estimé à plus de 85 milliards et 396 millions de dollars.

Auparavant, « Joel Hurst », l'un des responsables financiers du Pentagone, avait estimé le 12 mai le coût de cette guerre à environ 29 milliards de dollars. Selon CNN, le département américain de la Guerre ne communique pas le montant exact de ces dépenses, par crainte des critiques.



Financial Times

Le Financial Times rapporte qu'à l'approche du sommet d'Ankara, l'OTAN accroit de manière sans précédent la pression sur les industries européennes de défense afin qu'elles augmentent leurs investissements et leur production d'armements.

Dans ce cadre, Mark Rutte doit rencontrer la semaine prochaine à Bruxelles les dirigeants des grands groupes européens tels que Rheinmetall, Safran, Airbus, Saab, MBDA et Leonardo, afin de les pousser à prendre rapidement des décisions et à annoncer des engagements concrets avant le sommet.

Selon le journal, cette pression vise à la fois à répondre aux exigences de Donald Trump concernant une augmentation des dépenses de défense jusqu'à 5 % du PIB, et à réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis des capacités américaines, notamment dans les domaines de la défense aérienne, des missiles de longue portée ainsi que du renseignement et de la surveillance. Cette initiative intervient dans un contexte de tensions entre les gouvernements et les industries de défense au sujet des contrats de long terme, des pénuries de munitions et de missiles longue portée, ainsi que de la décision de Washington de retirer une partie de ses forces d'Allemagne ; des évolutions perçues par les Européens comme un « signal d'alarme » appelant à accélérer la reconstruction de la base industrielle de défense.

Elijah Magnier, L'analyste militaire

Depuis quand Donald Trump se soucie-t-il de l'avis des dirigeants des pays du Golfe ? Il a déclenché la guerre au profit d'Israël sans même prendre la peine de prévenir les pays du Golfe, et maintenant il voudrait leur accorder une concession ?



Pedro Sánchez, Premier ministre espagnol

Les États-Unis ont réduit d'environ 18 milliards de dollars leurs contributions à l'Organisation mondiale de la santé, alors qu'ils ont, dans le même temps, dépensé au moins 29 milliards de dollars pour leurs opérations militaires.



7. Situation du marché de l'Énergie

Au cours des 48 dernières heures, parallèlement à l'aggravation de la crise autour du détroit d'Hormuz, le marché mondial de l'énergie ainsi qu'une partie des matières premières dépendantes de ce passage maritime stratégique sont entrés dans une phase de volatilité accrue et de revalorisation du risque.

Sur le marché du pétrole brut, le prix du Brent a fluctué les 19 et 20 mai 2026 à des niveaux supérieurs à 105 dollars et proches de 110 dollars le baril, les estimations pour cette période situant ce benchmark dans une fourchette d'environ 106 à 109 dollars. Une part importante de ce niveau résulte de la prime de risque liée à la probabilité de perturbations de l'approvisionnement dans la région du Golfe et du transit par le détroit d'Hormuz. Le pétrole brut américain (WTI) s'est également maintenu au-dessus des 100 dollars durant la même période. L'écart de plusieurs dollars entre le Brent et le WTI reflète le fait que le risque lié à Hormuz se répercute principalement sur les indices



dépendants du transport maritime international, tandis que le WTI demeure davantage influencé par les facteurs propres au marché nord-américain.

Sur le marché européen du gaz, le prix du gaz de référence TTF, qui évoluait depuis le début de l'année dans une fourchette relativement limitée d'environ 27 à 32 euros par mégawattheure, a de nouveau suivi une trajectoire haussière après le début de la crise d'Hormuz et a fortement progressé ces dernières semaines. Cette hausse, particulièrement marquée ces derniers jours, traduit les inquiétudes concernant l'avenir des flux de GNL et de liquides de gaz transitant par la région du Golfe ainsi que leurs conséquences sur l'équilibre de l'offre dans les marchés importateurs.

En pratique, une part significative du commerce mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL) transite par le détroit d'Hormuz. Toute restriction du trafic se reflète donc directement dans les prix des contrats à terme du gaz en Europe et en Asie et exerce une pression supplémentaire sur les marchés de l'électricité ainsi que sur les industries fortement consommatrices de gaz.

Parallèlement, les flux d'autres matières premières dépendantes d'Hormuz ont également été affectés. Les estimations analytiques montrent que les exportations d'un ensemble de produits essentiels — notamment le pétrole brut et les produits pétroliers, le GNL, le GPL ainsi qu'une partie des cargaisons de vrac sec comme les engrais chimiques — ont fortement diminué au cours des dernières semaines sur cette route, tombant pour de nombreux exportateurs à des niveaux ne représentant qu'une fraction de la moyenne de l'année précédente.

En revanche, une partie des exportations a continué via des points de départ alternatifs ou des itinéraires plus longs, mais les coûts de transport, les primes d'assurance maritime et les délais d'acheminement vers les marchés consommateurs ont augmenté. Cette hausse des coûts se répercute finalement sur les prix finaux de l'énergie et des matières premières.

Dans l'ensemble, les évolutions des 48 dernières heures peuvent être décrites comme une « stabilisation des prix à des niveaux élevés accompagnée d'une volatilité accrue ». Dans cette situation, non seulement les prix du Brent et du WTI, mais aussi les indices de référence du gaz, du GNL, du GPL ainsi qu'une partie des produits raffinés et des matières premières liées au détroit d'Hormuz, intègrent désormais une partie du risque associé au transit par ce passage stratégique. Pour les acteurs du marché et les décideurs, le principal message est que la crise d'Hormuz n'est plus aujourd'hui une simple question régionale, mais constitue un facteur clé dans la formation des prix mondiaux de l'énergie et des matières premières. Toute modification de l'évaluation du risque lié à ce passage se traduit immédiatement par une variation des niveaux de prix, des primes de risque et des conditions d'approvisionnement pour les consommateurs et les industries importatrices.

8. Efforts diplomatiques

Rencontre entre le ministre pakistanais de l'Intérieur et le ministre iranien des Affaires étrangères,

Seyed Mohsen Naqvi s'est entretenu lundi soir avec Seyed Abbas Araghchi.

Au cours de cette rencontre, les deux parties ont discuté de la coopération bilatérale irano-pakistanaise, notamment dans les domaines de la sécurité et de l'économie. Elles ont également échangé leurs points de vue sur la situation sécuritaire régionale ainsi que sur les efforts en cours visant à mettre fin à la guerre imposée par les États-Unis et le régime sioniste contre l'Iran.



Le ministre iranien des Affaires étrangères, tout en remerciant le Pakistan pour ses bons offices en faveur de la diplomatie et de la prévention d'une aggravation des tensions, a estimé que les comportements et positions contradictoires et excessifs des États-Unis constituaient un obstacle sérieux à la diplomatie. Faisant référence aux précédentes expériences de non-respect des engagements et de trahison de la diplomatie par les États-Unis, il a souligné que l'entrée de la République islamique d'Iran dans le processus diplomatique visant à mettre fin à la guerre reposait sur une approche responsable, malgré une profonde méfiance à l'égard des autorités américaines.

Il est évident que, tout en poursuivant sérieusement la voie diplomatique, la République islamique d'Iran ne négligera aucune mesure visant à renforcer sa préparation pour défendre la sécurité et les intérêts nationaux de l'Iran.

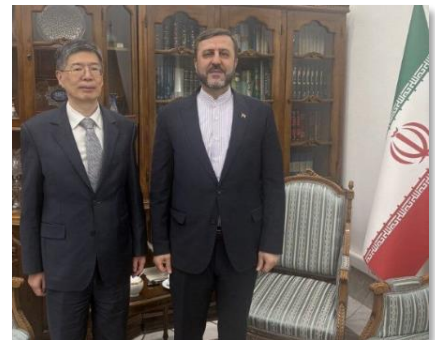
Le ministre iranien des Affaires étrangères, évoquant les larges conséquences de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran pour la région et le monde, a insisté sur le fait que la communauté internationale devait demander des comptes et punir les parties agresseuses pour le crime d'agression et les autres crimes contre l'humanité, notamment ceux commis dans la ville de Minab avec le massacre de 170 élèves et enseignants innocents.

Le ministre pakistanais de l'Intérieur, faisant référence à ses entretiens constructifs et utiles avec le président du Parlement iranien et son homologue iranien, a souligné l'engagement particulier du gouvernement pakistanais en faveur du développement global et continu des relations avec l'Iran. M. Naqvi a également exprimé l'espoir que les bons offices de son pays puissent contribuer à l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région.

Rencontre de l'ambassadeur de Chine à Téhéran avec Gharibabadi, vice-ministre iranien des Affaires étrangères chargé des affaires juridiques et internationales

Zhong Peiwu, ambassadeur de Chine à Téhéran, a rencontré mardi Kazem Gharibabadi, vice-ministre iranien des Affaires étrangères chargé des affaires juridiques et internationales.

Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur les questions importantes à l'ordre du jour des relations entre la République islamique d'Iran et la Chine, à la suite de la nomination de Mohammad Bagher Ghalibaf en tant que représentant spécial de la République islamique d'Iran pour les affaires chinoises, ainsi que sur les derniers développements régionaux.



9. Présence massive et continue de la population

Rassemblement populaire à Bandar Abbas



Drone rose et bleu lors du rassemblement populaire sur la place Valiasr (aj)



Union de 50 couples lors du rassemblement populaire nocturne à Karaj



Des jeunes mariés de Semnan au milieu du rassemblement populaire nocturne



Grand rassemblement populaire sur la place Enqelab



Service de la diplomatie publique

Ambassade de la R. I. d'Iran en France